



Lettre n°39 du 19 janvier 2018

Au sommaire :

- **Iran, les travailleurs, les femmes, les jeunes contre la République islamique** - *Yvan Lemaitre*
- **S'organiser pour la transformation révolutionnaire de la société** - *Christine Héraud, Daniel Minvielle, Laurent Delage*

Iran, les travailleurs, les femmes, les jeunes contre la République islamique

La répression et les menaces du pouvoir ont réussi à contenir la révolte qui a secoué, depuis le 28 décembre, plus d'une soixantaine de villes d'Iran. Plus de 25 morts, 3 700 arrestations dont une très grande majorité de jeunes, le pouvoir théocratique en place a réagi avec une brutalité proportionnelle à ses inquiétudes. La répression donne la mesure de la détermination et du courage des révoltés. Le Guide de la révolution islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, a accusé : « *Ces derniers jours, les ennemis de l'Iran ont employé divers moyens, argent, armes, politique, appareil de renseignement, pour fomenter des troubles dans la République islamique.[...] Le peuple iranien répondra aux fauteurs de troubles et aux hors-la-loi* ». Les « *ennemis de l'Iran* » étaient tout désignés -les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Arabie saoudite- « *les Saoudiens recevront de l'Iran une riposte inattendue.[...] Une fois de plus, notre pays dit aux États-Unis, à la Grande-Bretagne et à ceux qui cherchent à renverser de l'étranger la République islamique d'Iran, qu'ils ont échoué et qu'ils échoueront encore à l'avenir* ». Quant à Trump, « *Il doit réaliser que ces épisodes extrêmes et psychotiques ne resteront pas sans réponse* »...

Le discours antiméricain dénonçant le complot fomenté de l'étranger vient justifier la répression et ne convainc que les soutiens acquis au pouvoir.

Les manifestations qui ont commencé à Mashhad, la deuxième ville du pays, participent d'une profonde révolte contre la dégradation des conditions de vie, contre l'augmentation des prix, le chômage et la pauvreté, contre aussi la corruption et la dictature de Khamenei.

La révolte rompt avec les mobilisations précédentes, en particulier avec le mouvement de 2009 qui avait suivi la réélection de Mahmoud Ahmadinejad à la présidence. A la différence des manifestations de 2009 qui se sont déroulées pour contester le résultat d'une élection, opposant les « conservateurs » du régime aux « réformateurs »

et mobilisant essentiellement la petite et moyenne bourgeoisie, cette fois ci, le mouvement de protestation est une révolte populaire portée par la jeunesse.

Cette mobilisation a mûri pendant des mois. Elle marque un tournant depuis que la République islamique a imposé sa dictature en 1979, ouvrant la voie à l'offensive réactionnaire des islamistes fondamentalistes. Aujourd'hui, la République des Mollahs est remise en cause dans ses fondements mêmes par un mouvement des travailleurs et des classes populaires qui portent à la fois des exigences sociales, démocratiques et une volonté d'en finir avec la politique de puissance régionale que mène l'État iranien.

Au moment où l'espoir porté par les révolutions arabes de 2011 retrouve sa vitalité dans le soulèvement des travailleurs et de la jeunesse de Tunis, se dessinent avec force les acteurs qui peuvent sortir le Moyen et Proche Orient du chaos libéral et impérialiste, les travailleurs, les femmes, les jeunes...

La révolte des travailleurs, des laissés pour compte, des pauvres

Par centaines, par milliers, sans soutien politique, sans organisation, les manifestants dénonçaient le chômage, la suppression des subventions sur certains produits alimentaires et sur le fioul, sur les œufs aussi dont le prix a doublé. Ils s'attaquaient aux banques, à des bâtiments publics, à des centres religieux, aux sièges des milices du pouvoir.

Ils ont exprimé une colère de classe profondément enracinée dans un pays où 3,2 millions de personnes, soit 12,7% de la population active, sont officiellement au chômage. Le taux de chômage réel des jeunes est de l'ordre de 40% et plus de 50% vivent dans la pauvreté.

Selon un site d'économistes « World Wealth and Income Database », 1% des iraniens les plus fortunés possèdent 16,3% de la richesse, soit l'équivalent de ce que possèdent

50% de la population. Les 10% les plus riches détiennent 48,5% de la richesse nationale (sur la base des données de 2013).

Les sanctions économiques n'ont pas empêché l'enrichissement de la bourgeoisie au détriment de la population, une richesse de plus en plus arrogante.

Dans ce contexte est intervenue la publication, le 19 décembre, du budget pour l'année à venir (mars 2018-février 2019) qui prévoit notamment une augmentation de 50 % du prix du gasoil et la suspension d'un soutien financier à quelque 34 millions de personnes.

Et ce budget révèle la part extraordinaire qui échappe à l'État—quelque 200 milliards sur 367 milliards de tomans—pour revenir à l'establishment politico-religieux, aux fondations religieuses, aux centres de recherche liés aux gardiens de la révolution, et à d'autres institutions non élues, fondements du régime.

Le gouvernement a fait quelques concessions minimes. Ainsi, ni l'essence ni l'eau ni l'électricité ne devraient augmenter au 21 mars 2018, date du nouvel an iranien. Ces mesures dérisoires ne pourront contenir longtemps la révolte.

Questions sociales et démocratiques

La révolte témoigne de la misère, de la baisse du niveau de vie dans une société où la rente pétrolière enrichit indûment, et par la corruption, la bourgeoisie et les religieux. Partout règne avec cynisme la loi des passe-droits et de la corruption. Les postes disponibles ou les meilleurs sont accaparés par les proches du régime, « *le cercle des intimes* » et leurs enfants, les « *filis de...* »

Le sous-emploi chronique pousse les jeunes à travailler bien en dessous de leur qualification. Ceux qui ont la chance de trouver un travail doivent souvent cumuler plusieurs pour survivre. C'est ainsi qu'une majorité de jeunes ne peuvent accéder à leur indépendance, se payer un logement et vivent encore chez leurs parents.

Cette violence sociale est justifiée, imposée par une chape morale qui étouffe toute la vie quotidienne à travers l'application des codes religieux et empêche la contestation de s'exprimer. Cette répression morale, et aussi la violence physique, policière, frappe en premier lieu les femmes dont l'oppression est au centre du système.

Pour elles et pour les jeunes, la résistance est une lutte au jour le jour où la ruse et l'affrontement se combinent pour échapper à la tyrannie religieuse et intégriste.

Les aspirations démocratiques qui n'appartiennent pas qu'à la petite bourgeoisie avaient cru pouvoir s'exprimer et trouver une réponse, ne serait-ce que partielle, par les élections et dans le cadre institutionnel permis par le régime. Ces illusions sont ruinées, et c'est bien l'essentiel de ce qu'exprime la révolte.

Contre les aventures militaires des mollahs

« *A mort le Hezbollah* », « *Ni Gaza ni Liban, je sacrifie ma vie pour l'Iran* », ou « *Laisse tomber la Syrie, occupe-toi de nos problèmes* », ces slogans ont été largement repris.

Des photos de Ghassem Soleimani, le général qui dirige notamment les interventions militaires en Syrie, ont brûlé en nombre comme les portraits du Guide ou des photos de Bachar al-Assad. Les manifestants disent non à l'engagement en Syrie, au Yémen et au Liban.

Ce sont les énormes gaspillages des investissements financiers et militaires du régime hors d'Iran qui sont dénoncés, cette gabegie qui contraste brutalement avec l'incurie de l'État quand il s'agit de venir en aide à la population. Le tremblement de terre qui s'est produit en novembre dernier dans la région de Kermanshah en a été une cruelle démonstration. « *Le problème de notre région est qu'elle est située en Iran, pas au Liban ni en Syrie* » ironise la population.

Beaucoup rejettent la politique de grande puissance que prétend mener l'Iran contre l'Arabie saoudite et Israël. Cette politique a un coût exorbitant que les mollahs font payer à la population en particulier la plus déshéritée.

Pour Rohani, ce qui est en jeu c'est « la stabilité de notre pays et celle de la région [...] notre système politique et nos intérêts nationaux ». Sa politique de grande puissance est décisive pour la survie du régime. Pas question pour lui de la remettre en cause quel qu'en soit le prix.

La République islamique chancelle

L'élection de Rohani en 2013, puis sa réélection en 2017, avaient suscité des espoirs. Il prétendait que sa politique d'ouverture vis-à-vis des grandes puissances permettrait au bout du compte de créer des emplois. La fin des sanctions économiques et les investissements étrangers devaient assurer un développement économique. Or, depuis la signature de l'accord sur le contrôle du nucléaire en 2015, rien ne s'est concrétisé.

L'un des facteurs de l'extension rapide du mouvement est la délégitimation du régime par l'étalement de sa corruption, de son arbitraire et de son incurie. L'appareil d'État est atteint dans sa totalité, et les fonctionnaires corrompus s'affichent dans une économie où l'on ne peut plus vivre décemment avec un salaire, ni même deux, et où les dessous-de-table sont nécessaires pour la survie des plus petits.

Les piliers du régime sont mis en cause.

D'abord, l'armée des pasdarans, les « gardiens de la révolution » qui s'ajoutent à l'armée « régulière » et dépendent du Guide de la Révolution. Celle-ci est un mastodonte économique, qui tient sous sa coupe une part très importante (peut-être de 30 % à 40 %) de l'économie iranienne, ne serait-ce que par ses succursales économiques. L'appareil judiciaire, quant à lui, échappe au gouvernement. Cette autonomie n'est pas garante de démocratie, mais bien plutôt l'effet d'un système oligarchique qui agit pour son propre compte, complètement discrédité par sa corruption. Le Guide suprême contrôle son propre appareil d'État parallèle, qui domine les fondations révolutionnaires, qui manient de manière arbitraire des sommes colossales, et la fondation pieuse d'Astan-e Qods, à Machhad.

La dictature du Guide de la révolution maintient un semblant de cohésion mais c'est surtout la peur des masses qui fait que durant le mouvement le camp dit réformateur est resté muet ou l'a condamné. C'est le chant du cygne de l'opposition entre réformistes et conservateurs, emportés par le même discrédit. Rohani en sort apparemment renforcé mais pour combien de temps...

C'est l'ensemble du système dictatorial qui est contesté et rejeté. Son mode de fonctionnement rend impossible toute réforme, même la plus minime.

Politique de classe et solidarité internationale

« Les manifestations de la première semaine de janvier annoncent une nouvelle étape dans la lutte des classes en Iran. À travers le Moyen-Orient, y compris en Israël, il existe des signes d'une opposition croissante de la classe ouvrière. La question critique est la lutte pour armer l'opposition ouvrière naissante d'une stratégie socialiste internationaliste. Les travailleurs et les jeunes iraniens doivent se battre pour la mobilisation de la classe ouvrière en tant que force politique indépendante, en opposition à l'impérialisme et à toutes les factions de la bourgeoisie nationale. » (1) écrit notre camarade Houshang Sépéhr.

Après les révolutions arabes de 2011 dont la révolte tunisienne en cours est une résurgence, le mouvement en Iran pose la question d'une force, d'un parti représentant les intérêts des classes exploitées seules à même d'apporter des réponses tant à la question sociale, démocratique, qu'à celle de la paix en relation avec les classes exploitées de l'ensemble du Proche et du Moyen orient, et au-delà de l'ensemble de la classe ouvrière.

Pour l'humanité, la révolte iranienne après le printemps arabe est un énorme espoir pour sortir le Moyen Orient du chaos et engager une politique de coopération entre les peuples victimes des grandes puissances mondiales ou régionales qui puisse enrayer les surenchères militaristes dont une possible, voire probable, guerre entre l'Iran et l'Arabie saoudite.

Les grandes puissances s'y préparent. Elles ont mis leur pion en mouvement dans la perspective possible d'un effondrement du régime, en particulier Reza Pahlavi, le fils de l'ancien chah, dont les partisans s'activent en coulisse et tentent de faire acclamer le nom. Quelle que soit la crédibilité, bien faible, de cette hypothèse, les USA et leurs alliés sauront toujours trouver une réponse qui serve leurs intérêts si la classe ouvrières, la jeunesse, les femmes ne prennent pas les choses en main. Le passé le démontre amplement.

Il y a presque quarante ans, la révolution iranienne de 1979 renversait le régime tyrannique du Shah soutenu par

les États-Unis. Elle a été l'œuvre des classes populaires et de la classe ouvrière. Sans organisation indépendante de classe et politiquement subordonnée au parti stalinien Tudeh, ainsi qu'à diverses forces de gauche petites-bourgeoises, cette dernière a été dépossédée de sa victoire. La plupart de ces organisations couraient derrière l'ayatollah Khomeini et le clergé chiite qui assurèrent ensuite leur mainmise sur l'appareil d'État par une terrible répression de toutes les formes de contestation ou d'organisation de classe indépendante, même syndicale. Le prix payé fut extrêmement lourd et, aujourd'hui, la préparation des étapes à venir de la lutte nécessite de tirer les leçons.

« En Iran une remontée de la classe ouvrière doit et peut régler les comptes avec le système politique islamique, la bourgeoisie iranienne dans son ensemble ainsi que l'impérialisme, mais à condition de s'inscrire dans la perspective d'une révolution socialiste internationale. »

La tâche des socialistes révolutionnaires est de se tourner vers ce mouvement, et de se battre pour armer la classe ouvrière internationale d'une compréhension de la logique de ses besoins, de ses aspirations et de ses luttes. Le capitalisme est incompatible avec les besoins de la société. Les travailleurs, la classe qui produit les richesses du monde, doivent unir leurs luttes à travers les frontières et les continents pour établir le pouvoir politique des travailleurs, pour entreprendre la réorganisation socialiste de la société et mettre fin à la guerre impérialiste » écrit plus loin Houshang Sépéhr. Oui, et cela est vrai en Tunisie comme ici et partout dans le monde.

Notre solidarité internationaliste est de défendre ces perspectives de la lutte de classe sans nous laisser abuser par les petites manœuvres politiques et le jeu des grandes puissances. En comprenant aussi que la lutte de classe est une et indivisible dans ses multiples manifestations. La lutte internationaliste des classes opprimées, des femmes, exclut toute concession à l'islam politique, même quand il se prétend progressiste, fût-ce au nom de la lutte contre le racisme dont le racisme contre les musulmans improprement appelé islamophobie.

Notre solidarité est sans illusion sur la possibilité d'infléchir la politique des grandes puissances autrement qu'en nous donnant, avec la même détermination politique et morale que les révoltés d'Iran ou de Tunisie, les moyens politiques de combattre leurs États. Elle vise, ici et dans la mesure de nos forces, à construire un parti de classe, un parti des travailleurs, sans patrie ni frontière, avec tous nos camarades et frères de classe iraniens, tunisiens...

Yvan Lemaitre

1- <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article42842>

S'organiser pour la transformation révolutionnaire de la société

Au cours des dernières décennies, le capitalisme a établi son règne sur l'ensemble de la planète, celui de la concurrence et de la recherche effrénée du meilleur rendement possible pour ses investissements. Cette concurrence

généralisée se traduit par une guerre économique entre grands groupes, entre États qui les soutiennent, pour les marchés, le contrôle des matières premières. Elle entretient la montée du militarisme, la multiplication des me-

nances d'affrontements entre puissances, et fait qu'une multitude de régions du monde vivent en état de guerre depuis parfois plusieurs dizaines d'années.

La concurrence règne également dans les relations sociales, entre les travailleurs sur un marché du travail désormais international. Elle est mise à profit par les capitalistes et leurs serviteurs, politiques, propagandistes de toute sorte, pour imposer leur loi, tenter de détourner la révolte sociale sur le terrain de la xénophobie, du racisme, encourageant toutes les discriminations, de genre, sexistes, etc. Et comme cette politique du bouc émissaire ne suffit pas, ils se préparent à l'affrontement de classe en renforçant l'arsenal juridique et répressif, organisant un profond recul des droits démocratiques dans les sociétés dites « démocratiques ».

Mais malgré le poids des menaces répressives, de l'idéologie et de la propagande, les manifestations d'un monde qui se révolte contre les conditions de vie qui lui sont faites montent de toute part, à travers des luttes dispersées mais innombrables des travailleurs, des chômeurs, des femmes, des jeunes, ou encore des peuples, comme en Iran ou en Tunisie. A travers également, de façon dramatique, le flux irrésistible des migrants qui franchissent les frontières, chassés par la misère et la guerre, malgré les obstacles mortels qui leur sont opposés par les États des pays dominants.

Une aspiration irrésistible à un changement radical dans les relations humaines, sociales, internationales s'exprime plus ou moins confusément. Une aspiration à l'égalité sociale, économique, à la démocratie, à la paix. Les changements politiques que cela exige ne peuvent en aucune façon se concrétiser à travers les « solutions » des organisations qui se présentent aujourd'hui comme un « nouveau réformisme » mais ne proposent en réalité, sur la base de l'effondrement des vieux partis issus du mouvement ouvrier, le Parti socialiste et le Parti communiste, que des politiques populistes qui abandonnent le terrain et la filiation de classe et enferment les aspirations des masses exploitées dans l'impasse institutionnelle nationale.

A l'opposé, la réponse est contenue dans les luttes mêmes des classes exploitées, qui expriment leurs besoins et portent en elles le programme qui peut mettre fin aux lois du marché et de la concurrence, à la propriété privée.

« Le résultat véritable de leurs luttes, écrivaient Marx dans le Manifeste du Parti communiste, est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs. Cette union est facilitée par l'accroissement des moyens de communication qui sont créés par une grande industrie et qui permettent aux ouvriers de localités différentes de prendre contact. Or, il suffit de cette prise de contact pour centraliser les nombreuses luttes locales, qui partout revêtent le même caractère, en une lutte nationale, en une lutte de classes. Mais toute lutte de classes est une lutte politique. [...] Cette organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite de nouveau par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours, et toujours plus forte, plus ferme, plus puissante ».

Le besoin de s'organiser naît de l'affrontement de classe quotidien comme les idées et le programme qui soudent l'union des travailleurs. Ils ne sont ni une utopie ni un programme électoral mais l'expression radicale des besoins des exploités qui ne peuvent se satisfaire qu'en émancipant l'ensemble de la société de la propriété privée capitaliste.

Un programme de lutte pour les besoins du monde du travail, des femmes, des jeunes... vers la prise du pouvoir

Des mesures d'urgences contre le chômage et les inégalités

Pour les salariés, lutter pour conquérir les moyens de vivre dignement, d'accéder à tous les biens et services qu'ils produisent eux-mêmes et dont ils sont dépossédés, est une lutte légitime qu'il s'agit d'affirmer, en contestant la prétendue fatalité des lois économiques de productivité, de rentabilité et de concurrence, idéologie derrière laquelle les classes dominantes justifient l'exploitation. Les travailleurs ont besoin d'un programme qui donne une réponse globale aux questions sociales, économiques, environnementales, démocratiques, des mesures d'urgences qui contestent directement la propriété privée et le salariat parce que leurs besoins et leurs intérêts se heurtent à la domination même de la bourgeoisie et posent la question du pouvoir.

Lutter contre le chômage, en finir avec la précarité, c'est interdire les licenciements sous menace de réquisition des entreprises et partager le travail entre tous et toutes, une nécessité pour opposer à la logique du profit individuel celle de la défense des intérêts de la collectivité.

Chômage et précarité sous toutes ses formes (CDD, temps partiels imposés, multiples formes d'emplois aidés, « auto-entreprenariat », ubérisation...) ont été une des principales armes du patronat pour baisser le coût du travail : en finir avec le chômage et la précarité passe par l'embauche définitive de tou-te-s et un salaire minimum garanti, avec ou sans emploi.

Pendant des années, les patrons se sont servis du chantage au chômage pour baisser les salaires avec l'aide de tous les gouvernements. La Commission européenne a calculé, dans un rapport de 2007, que la part des salaires dans l'ensemble de l'économie française est passée de 66,5% en 1982 à 57,2% en 2006, soit une baisse de 9,3 points de la richesse totale du pays. Une augmentation générale uniforme des salaires, correspondant aux besoins, ne serait que la récupération d'une faible partie de ce que les patrons nous ont volé.

Pour retirer aux capitalistes leur pouvoir de nuisance, les travailleurs devront s'en prendre à la finance, qui concentre aujourd'hui entre ses mains tous les leviers de contrôle de l'économie, et annuler la dette à travers laquelle la finance s'assujettit les États et opère le transfert massif

et la concentration de la plus-value entre les mains d'une minorité de parasites. Cela nécessite l'expropriation des banques et la constitution d'un monopole public bancaire sous le contrôle démocratique des travailleurs.

Cette mesure donnera aux travailleurs les moyens de mettre fin à la spéculation et aux ravages destructeurs du parasitisme de la finance ainsi que de financer l'économie, de faire tourner l'appareil de production en fonction des besoins collectifs et non de la perspective de profit.

La défense des droits démocratiques, une lutte révolutionnaire

La lutte pour les droits sociaux, économiques et écologiques est indissociable du combat pour la démocratie face à l'État, sa police, ses tribunaux qui bafouent les droits démocratiques pour étouffer la contestation sociale pour le compte des classes dominantes, en imposant les lois et la morale qui protègent la propriété privée capitaliste.

Les luttes des salariés contre l'offensive du patronat et les attaques du gouvernement se heurtent à une répression dont on a pu mesurer la violence dans les mobilisations contre les lois travail El Khomri et Macron, à Notre-Dame des Landes ou Sivens, et quotidiennement dans les quartiers populaires ou contre la population qui apporte son soutien aux migrants... Au nom de la lutte contre le terrorisme, l'état d'urgence est devenu un état permanent, entré dans la loi, unique réponse des classes dominantes à la faillite de leur politique.

Lutter pour les droits démocratiques, c'est lutter pour la liberté de contester, de s'organiser, d'affirmer son existence en tant que classe pour contester l'ordre social, y compris au sein des entreprises où toute démocratie pour les salariés est bannie.

Seule la force des travailleurs, des jeunes, des classes populaires, leur organisation sur leurs propres bases en toute indépendance des institutions et de l'État, peuvent apporter une réponse à l'offensive sécuritaire et à la répression sociale par leur contrôle démocratique, y compris sur la police et la justice.

La lutte pour les droits démocratiques se combine avec celle contre toutes les oppressions. Les profonds reculs économiques et sociaux, les politiques sécuritaires et xénophobes des États renforcent les préjugés qui divisent notre camp social, racisme, sexisme, homophobie, préjugés communautaristes et religieux... La lutte contre les oppressions ne se divise pas, ne se hiérarchise pas.

La lutte des femmes pour l'égalité, en finir avec le patriarcat

La vague de révolte des femmes contre les violences sexuelles qui a explosé suite à l'affaire Weinstein aux États-Unis et s'est propagée à de nombreux pays du monde montre à quel point, y compris dans les pays considérés comme les plus démocratiques et les plus avancés, les femmes continuent d'être l'objet d'une oppression sexuelle insupportable, harcelées, agressées, violées, esclaves du capitalisme patriarcal et de l'obscurantisme religieux. Dans le monde,

la violence machiste est la première cause de mortalité des femmes de 16 à 44 ans.

La violence qui s'exerce à l'encontre des femmes ne relève pas d'un problème moral mais de rapports d'exploitation et de pouvoir qui font d'elles les premières victimes de la dégradation des conditions générales d'existence des exploités. Dans un pays comme la France, qui se prétend moderne et développé, l'écart des salaires entre hommes et femmes se maintient entre 19 à 27 %, les retraites des femmes sont inférieures de 39 %. Elles occupent la plus grande part des emplois en CDD ou à temps partiel, dans les secteurs les plus mal payés et mal considérés.

La réalité de leurs conditions d'existence apparaît d'autant plus insupportable que leur intégration massive dans la classe des salariés leur a ouvert les portes sur tous les progrès et possibilités de la vie moderne, les conditions de leur émancipation. L'aspiration des femmes à l'égalité, au respect, progresse dans le monde et leur révolte qui défie l'ordre social et la morale est un puissant facteur révolutionnaire.

Nous reprenons les exigences démocratiques et sociales des femmes et faisons nôtres leurs luttes de par le monde pour l'indépendance économique et juridique, le droit à l'avortement, au divorce, à toutes les libertés comme celles de sortir seules dans la rue ou de disposer librement de leur corps, libertés de genre et d'orientation sexuelle... L'émancipation des femmes suppose leur plein accès au travail social, leur libération des tâches domestiques, partagées ou prises en charge par la collectivité.

La lutte pour l'égalité des sexes se combine avec la lutte contre les intégrismes et les préjugés véhiculés par les religions qui, toutes, justifient et défendent la soumission des femmes. Il est de l'intérêt de l'ensemble du mouvement ouvrier de reprendre à son compte les luttes féministes, qui sont partie intégrante du combat de l'ensemble des travailleur-se-s pour leur émancipation.

Ouverture des frontières !

La tragédie des migrants poursuit ses ravages. En Méditerranée, les naufrages d'embarcations surchargées continuent de faire des milliers de victimes, tandis que des millions de réfugié-e-s sont maintenus sans espoir de sortie dans les camps que maintient l'Europe-forteresse à ses frontières et, lorsqu'ils arrivent à les franchir sont maintenus dans des conditions de vie indignes comme à Calais ou dans les squats à ciel ouvert à Paris. La misère économique, les guerres, les catastrophes écologiques, produit de la folie meurtrière du capitalisme jettent des millions de travailleurs du monde, nos frères de classe, sur les routes de l'exil.

La propagande des démagogues nationalistes ou souverainistes de droite ou de gauche laisse croire que sur le marché mondial du travail, ces travailleurs « étrangers » ou migrants seraient nos adversaires. Face à la domination de la bourgeoisie, de la finance et des multinationales qui opèrent à l'échelle mondiale, nos intérêts sont les mêmes. Nous sommes une seule classe ouvrière. Quel sa-

larié pourrait croire être protégé par le patronat français, commanditaire des réformes de démantèlement du code du travail, de la loi El Khomri à la loi Macron, et qui précarise, ubérise, licencie, au nom de la concurrence et des profits ? Quand le gouvernement attaque les travailleurs en imposant la loi travail ou quand un patron veut fermer une usine et ruiner des vies pour accroître ses profits, qu'ont à y voir les réfugiés ?

La défense des frontières tourne le dos aux intérêts des exploités, divise les travailleurs et les peuples, qui ne trouveront leur unité qu'en luttant pour l'ouverture des frontières, pour le droit au travail, à l'installation et à la régularisation sans condition de tous les travailleurs migrants et sans-papiers, et pour la réquisition des logements vides pour les accueillir.

La crise provoque une montée des réflexes de peur et de rejet xénophobe mais elle est aussi un puissant ferment révolutionnaire au sens où elle accélère la prise de conscience que la seule réponse est la solidarité internationaliste des exploités face à ceux qui n'ont que les armes de la guerre sociale et de la répression pour contenir le chaos dramatique que leur politique engendre.

Contrôle de l'économie, de l'État et des administrations par les travailleurs et la population

La classe ouvrière ne pourra mener jusqu'au bout la lutte pour ses droits et la mise en œuvre des mesures sociales et démocratiques indispensables qu'en prenant le contrôle de l'économie avec ses organisations, syndicats, associations, comités de grève et toutes les formes d'auto-organisation démocratiques qu'elle se sera données au cours de la lutte. En développant leur contrôle sur les différents rouages de l'économie comme sur l'ensemble de la vie sociale, les travailleurs commenceront à exercer leur propre pouvoir, à prendre eux-mêmes en main la gestion de la société, sans patrons ni bureaucrates, pour la faire fonctionner dans l'intérêt de tous.

Gouvernement démocratique et révolutionnaire

Le contrôle de l'économie suppose la remise en cause de la propriété privée, des institutions et du pouvoir qui la défendent. Au pouvoir économique et politique de la bourgeoisie, les travailleurs devront opposer leur propre pouvoir démocratique et révolutionnaire, en brisant les organes de domination de la bourgeoisie, son État, sa police, sa justice, l'ensemble de ses institutions. La longue histoire des luttes du prolétariat montre qu'il ne peut exercer son propre pouvoir qu'en arrachant aux classes dominantes leur pouvoir politique et économique, qui repose sur la propriété et l'État. La conquête du pouvoir nécessite de briser cet État pour instaurer un gouvernement des travailleurs, en rupture avec toutes les formes de démocratie bourgeoise, électorale et parlementaire, reposant sur la démocratie directe des travailleurs en lutte.

Il mettra un terme au pillage des capitalistes, légalisera toutes les revendications arrachées par les luttes des travailleurs. Il appellera aux plus larges initiatives et mettra

à la disposition de l'ensemble de la population tous les moyens financiers et matériels qu'il se sera appropriés, pour qu'elle s'organise elle-même afin de prendre le contrôle de la vie sociale, donnant naissance à de nouvelles institutions qui remplaceront les corps de répression de la bourgeoisie (police, armée, justice) qui fonctionnent au service des classes privilégiées.

Il organisera la planification de l'ensemble des besoins économiques, sociaux, environnementaux, rendue possible par le développement technique et scientifique de la société, produit du travail humain.

Pour une Europe des travailleurs et des peuples

Un tel gouvernement, loin de se replier sur ses frontières, inscrira sa politique dans un mouvement plus large que le cadre national, celui de la construction d'une Europe des travailleurs et des peuples. L'Europe actuelle, celle des banquiers et des patrons de multinationales, de la BCE, concentre aujourd'hui contre elle la contestation et la révolte de bien des catégories sociales, qui lui attribuent la responsabilité des conditions de vie qui leur sont faites, des offensives dont elles sont victimes. Mais penser qu'il suffirait de quitter cette Europe là, de revenir dans le cadre de politiques nationales, comme le font toute une série de souverainistes de droite comme de gauche, pour en finir avec ces offensives, est une illusion dangereuse. Cela détourne la révolte sociale des véritables causes des attaques qu'ils subissent de la seule solution viable : une Europe des travailleurs et des peuples.

Pour en finir avec les guerres, une politique internationaliste

L'exacerbation de la concurrence internationale sous les effets de la crise ouvre une période de chaos géopolitique, de guerres. La conjonction de la crise écologique et climatique et de la crise économique et sociale ne peut trouver de solution sans sortie du capitalisme, à l'échelle mondiale, et sans une planification démocratique fondée sur la coopération des peuples, en fonction des besoins économiques, sociaux et écologiques. C'est une lutte qui dépasse les frontières. Elle donne aujourd'hui à l'internationalisme un contenu concret qui s'enracine dans la vie quotidienne de millions de prolétaires. La question sociale et la question internationale se combinent dans les consciences. Notre démarche vise à montrer à travers les luttes le lien indissociable entre la concurrence économique mondialisée et les conflits internationaux entre grandes puissances, entre la guerre sociale menée contre les travailleurs et la guerre contre les peuples. Nous lui opposons des relations internationales fondées sur la solidarité et la coopération des peuples. Notre combat internationaliste pour la paix, la démocratie, pour le droit des peuples, est indissociable de notre combat pour le socialisme.

Pas de réponse à la crise écologique, au réchauffement climatique, sans une planification démocratique de la production et des échanges

La planification de l'économie, de la production et des échanges est aussi la seule réponse possible aux catastrophes

trophes écologiques générées par l'irresponsabilité et le parasitisme du capital, la course au profit.

Toute mesure de préservation de la planète ou contre le réchauffement climatique se heurte à la réalité du capitalisme, aux lois du profit et de la concurrence, aux intérêts des multinationales.

La lutte écologique ne peut être posée que sous l'angle de la lutte des classes, d'une réponse globale impliquant l'appropriation sociale par le prolétariat de l'ensemble de l'économie, sa nécessaire réorganisation, sources d'énergie, appareil productif, échanges..., une planification démocratique internationale c'est-à-dire le socialisme. Elle ne constitue pas une sphère autonome dégagée de la lutte des classes et c'est pourquoi elle est un des enjeux majeurs du combat de la classe ouvrière pour la transformation révolutionnaire de la société.

Pour le monde du travail, exercer ses droits, c'est s'organiser en parti, revendiquer son droit légitime à diriger la société

Pour le capitalisme, le salariat serait un « libre » contrat de travail entre individus égaux en droits, un simple échange commercial entre un salarié qui vend sa force de travail et un patron qui la lui achète en échange d'un salaire.

Les travailleurs vivent une toute autre réalité : celle d'un rapport d'exploitation à travers lequel la plus-value produite par leur travail est accaparée par ceux qui possèdent les moyens de production et d'échange. Et ils en ont depuis bien longtemps tiré la conviction que la seule façon d'y faire face est d'unir leurs forces, de s'organiser collectivement, pour s'opposer à la concurrence qui les oppose les uns aux autres sur le marché du travail.

Toute l'histoire du mouvement ouvrier est celle de l'émergence et de l'évolution des organisations des travailleurs : associations de solidarité nées de la nécessité de venir en aide aux victimes de la lutte des classes ; syndicats à travers lesquels s'est structurée la riposte sur le terrain « économique » (conditions de travail, salaires, etc.) ; partis politiques, expression de la prise de conscience que la question des relations sociales pose la question de qui dirige la société.

Cette histoire est indissociable de l'émergence des idées du marxisme. Marx et Engels ont montré comment le prolétariat représentait l'avenir de la société humaine, le renversement du capitalisme, l'avènement, sur ses ruines, d'une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme et de toutes les formes d'oppression qui en découlent. Une société socialiste, communiste.

Cette perspective s'inscrit dans l'évolution des sociétés humaines du fait des progrès techniques créés par le travail et de la lutte des classes, mais elle a besoin, pour se réaliser, que la classe ouvrière prenne conscience de son rôle historique. Pour cela, elle doit s'organiser en parti, se donner les moyens d'exiger son droit légitime à diriger la

société, l'exercer, comme l'a fait la classe ouvrière russe avec le parti bolchevik en 1917 et les quelque sept années qui ont suivi, avant que la contre-révolution stalinienne ne vienne y mettre un terme.

Reconstruire un parti des travailleurs, une urgence et une possibilité

Un siècle après la révolution d'Octobre, la question d'un parti des travailleurs, d'un parti pour l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes, se pose comme une nécessité urgente.

Sur ce chemin, il y a bien des difficultés : pressions économiques, idéologiques des classes dominantes, recul du syndicalisme, sur lequel règnent des directions totalement soumises au « dialogue social » ; effondrement des vieux partis du mouvement ouvrier ; difficulté pour les organisations révolutionnaires qui se revendiquent du marxisme à sortir de leur isolement, à élaborer une politique qui réponde aux exigences et aux possibilités du moment.

Pourtant, la classe ouvrière n'a jamais été aussi forte et nombreuse. Des possibilités nouvelles existent. Elles résultent du développement même du capitalisme au cours de sa dernière phase d'expansion. La mondialisation libérale impérialiste a étendu le salariat à toute la planète, créé une immense classe ouvrière, jeune, moderne, qui a su trouver le chemin de la lutte. Elle a développé la division internationale du travail, socialisé la production à un degré jamais atteint, constitué les bases matérielles d'une société capable de répondre aux besoins de chacun. Le contexte aussi bien national qu'international est en même temps marqué, comme jamais, par une multitude de luttes qui vont des conflits d'entreprises à celles qui opposent aujourd'hui les peuples iraniens et tunisiens à leur État, en passant par les luttes pour les droits des femmes.

La diversité de ces luttes comme l'unicité de leur cause profonde constituent les bases du programme dont nous avons abordé les grandes lignes dans la première partie de cet article. Elles expriment en même temps la nécessité et la possibilité de la reconstruction d'un parti des travailleurs, s'inscrivant dans la continuité politique du « parti communiste » de Marx et Engels, du parti bolchevik de Lénine, qui ne peut se penser et se réaliser qu'à travers des relations internationales.

S'organiser dans l'entreprise sur le plan syndical et politique

L'intervention des militants révolutionnaires sur les lieux de travail, dans les syndicats, est un vecteur fondamental de la construction d'un parti, outil de l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes.

L'idéologie dominante, les courants réformistes politiques et syndicaux font tout pour dissocier la question sociale, la lutte syndicale, de la question politique, domaine réservé des élections et du pouvoir de l'État bourgeois. Ils voudraient, à défaut de pouvoir l'éviter, cantonner la lutte des travailleurs à la bataille pour le partage de la valeur ajoutée, salaires contre profits, faire en sorte qu'elle ne

débouche pas sur la remise en cause du salariat, de la propriété privée bourgeoise.

Les directions syndicales s'en justifient au nom d'une soi-disant « *indépendance vis-à-vis de la politique* ». Mais quelle « indépendance » ? Sous les coups de l'offensive de la bourgeoisie et des gouvernements de gauche qui ont tous mené, de 1981 à 1995 et de 1997 à 2002, des politiques anti-ouvrières que les directions syndicales ont soutenues ou accompagnées, puis de la concertation des réformes anti-ouvrières avec les gouvernements -quelle que soit leur étiquette-, les syndicats ont été désertés par les salariés. Ils paient ainsi leur manque d'indépendance... vis-à-vis du patronat et de l'État, leur abdication de toute indépendance de classe.

Les besoins de la lutte n'en continuent pas moins à conduire les travailleurs, dans les secteurs qui entrent en lutte, à chercher le soutien des organisations syndicales, à se syndiquer, à construire leur propre section syndicale. Par ailleurs, à l'issue des mouvements contre la loi travail, toute une frange de militants syndicaux et politiques tente de s'organiser, dans des initiatives comme celles du « Front social », pour tenter de donner au mouvement syndical une autre direction, refusant le dialogue social.

C'est effectivement une nécessité. Mais le manque d'indépendance de classe des directions syndicales ne se résume pas à une question de « radicalisme ». Trotsky expliquait juste avant son assassinat, en août 1940, dans *Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste*, pourquoi, dans les époques de crise aiguë du capitalisme, il ne peut exister de syndicats réformistes indépendants. Il écrivait : « *Cela signifie-t-il qu'à l'époque impérialiste, il ne peut exister, en général, de syndicats indépendants ? Poser la question de cette façon serait fondamentalement erroné. Impossible est en effet l'existence de syndicats réformistes indépendants ou semi-indépendants. Tout à fait possible est l'existence de syndicats révolutionnaires qui [...] se fixent comme tâche de renverser directement le système capitaliste. A l'époque de l'impérialisme décadent, les syndicats ne peuvent être réellement indépendants que dans la mesure où ils sont consciemment dans l'action des organes de la révolution prolétarienne* ».

Le contexte international a certes changé, mais la conclusion reste profondément vraie et définit la perspective politique dans laquelle s'inscrit notre intervention de militants révolutionnaires marxistes au sein des syndicats comme au sein des entreprises : contribuer, par le débat démocratique, la solidarité, l'engagement militant, à aider les travailleurs à donner un sens politique global à leur lutte « économique », à prendre conscience que cette dernière débouche inévitablement sur la remise en cause du pouvoir de la bourgeoisie, à oser penser leur droit légitime à postuler, en tant que classe, à la direction de la société.

Une démocratie directe, en rupture avec les cadres institutionnels

Les cadres institutionnels à travers lesquels s'exerce le pouvoir de la bourgeoisie tentent de cantonner la révolte

sociale à une simple « résistance ». Passer outre ces injonctions institutionnelles, c'est contester la légitimité du pouvoir politique et de ses règles, en rupture avec les délégations de pouvoir qui caractérisent le fonctionnement de la « démocratie » bourgeoise.

Cela passe en particulier, dans les luttes sociales, par la remise en cause du monopole qu'exercent les structures syndicales « officielles », leur prétention à être les seuls représentants des travailleurs et uniques interlocuteurs du patronat et de l'État. Mener un mouvement social, une grève, partielle ou générale, est l'affaire des grévistes eux-mêmes. Cela passe par la mise en place, pour organiser et diriger ces luttes démocratiquement, de comités de grève élus par l'ensemble des grévistes et par imposer au patronat de discuter directement avec les délégués élus des grévistes et non avec les représentants des structures syndicales.

C'est d'autant plus crucial dans le cadre des mouvements sociaux plus généraux, dans lesquels ce sont les directions confédérales qui mènent les négociations, n'hésitant pas, comme on a pu le constater à de multiples reprises, à prendre le contre-pied des décisions prises par les grévistes, jouant leur rôle de pompier au service des intérêts de la bourgeoisie. Les travailleurs, les militants du rang, en ont bien conscience, et c'est sur cela que les militants révolutionnaires peuvent s'appuyer pour défendre une autre perspective, la mise en place d'une organisation des luttes réellement démocratique, comités de grève, coordinations locales, nationales, composés de représentants élus par les grévistes et leur rendant directement des comptes. Élus qu'il faudra imposer aux directions syndicales comme au patronat et aux pouvoirs publics comme seuls porte-parole reconnus des travailleurs en lutte.

S'organiser, c'est ainsi bien plus que se regrouper pour défendre ses droits d'exploités. C'est contester, refuser l'exploitation, affirmer ses droits pleins et entiers, non pas de simple citoyen, mais d'être humain qui lutte pour vivre dignement, être un acteur de sa propre émancipation sociale indissociable de celle de ses frères de classe, quelle que soit leur origine. C'est s'affranchir de la résignation que cherche à inculquer la morale bourgeoise aux exploités, avec l'aide des religions de toute obédience et des nationalismes. C'est mettre en œuvre une autre démocratie, directe, émanant des nécessités de la lutte, à travers laquelle la classe des producteurs, des exclus et des défavorisés, affirme son droit à diriger la société, s'érige elle-même en classe dominante.

Construire un parti démocratique et révolutionnaire pour la conquête du pouvoir

Le parti prend ainsi racine, nécessairement, dans le monde du travail, au sein des entreprises. Mais il répond aussi aux aspirations bien plus générales des couches populaires, chômeurs, jeunes, travailleurs indépendants, animateurs de multiples associations qui organisent la solidarité sociale... Les forces vives d'un potentiel parti révolutionnaire des travailleurs existent déjà dans les classes populaires, les militants du mouvement social et politique, ré-

voltés, écœurés par les reniements et trahisons des partis de la gauche institutionnelle. L'expression de la nécessité d'un tel parti jaillit depuis une décennie dans de multiples régions du monde, sous des formes diverses.

Mais pour devenir conscientes des perspectives politiques qu'elles portent, ces révoltes doivent surmonter la méfiance légitime que leur inspirent les vieux partis du mouvement ouvrier, et qui les conduit à l'aspiration à « faire de la politique autrement »...

Faire de la politique autrement, oui, mais certainement pas en s'alignant sur ceux qui prétendent qu'il suffirait d'en finir avec les structures dites « partidaires », de les remplacer par des « mouvements ». C'est ce que fait une organisation comme la France insoumise, dans la foulée de Podemos et Syriza. Le succès rencontré par ces organisations est certes l'expression du profond besoin de s'organiser qui émane d'une forte révolte sociale ainsi que du désir de le faire en dehors des vieilles organisations faillies. Mais en quelques années, ce « nouveau réformisme », ce « populisme de gauche » a clairement montré sa véritable nature. Il ne pouvait conduire qu'à une impasse, car la question n'est pas dans la forme, elle est : « quelle politique, au service de quels intérêts sociaux ? »

Faire de la politique autrement, c'est contester radicalement les fondements mêmes de l'ordre bourgeois, la propriété privée, comme l'idéologie et la morale qui la servent. Il n'y a pas d'émancipation sans abolition de ce droit à déposséder les autres d'eux-mêmes. Le parti, l'organisation qu'il nous faut, c'est celle qui nous permet de mener cette politique, en toute indépendance de classe.

A l'opposé des caricatures sanglantes du passé, actualité du socialisme et du communisme

Les mots « socialisme » et « communisme » ont été dénaturés, transformés en leur contraire par un siècle d'impostures, de trahisons, de crimes sanglants perpétrés par la social-démocratie et le stalinisme contre les travailleurs et les peuples. Ils n'en expriment pas moins, dans leur sens premier, l'objectif du combat que se fixe le parti dont les travailleurs ont besoin.

Cette tâche passe par un vaste travail politique pour construire une cohérence, une homogénéité fondées sur la compréhension de la lutte des classes comme moteur de l'histoire, menant à un monde débarrassé de l'exploitation et de l'oppression, le socialisme, le communisme. L'outil de cette compréhension est, plus que jamais, le marxisme, le matérialisme militant et révolutionnaire.

C'est pourquoi une des tâches essentielles est celle de l'éducation, de la formation, de la construction d'une

conscience collective qui passe par l'étude du passé du mouvement ouvrier, des idées de l'émancipation humaine, mais aussi de la société moderne, arène de nos luttes. En même temps, le parti est le cadre des discussions les plus larges et les plus ouvertes, des confrontations d'expériences, d'histoires et de parcours militants différents... dans le respect de chacun comme des divergences, soucieux de discuter en fonction des tâches et de la réalité du mouvement. La cohésion et l'unité d'intervention nécessaires aux luttes ne connaît d'autre garantie qu'une démocratie vivante qui s'appuie, pour l'efficacité du travail collectif, sur la discipline et l'engagement de chacun, sur la conscience de classe de ses membres. Conscience qui se construit au cœur de la lutte des classes, en lien avec la pratique militante, en défendant et en faisant vivre l'actualité de la révolution à travers le débat et l'action, l'élaboration d'un programme.

Cette démocratie, ce débat nécessaire au sein du parti dans le cadre de la délimitation claire définie par la référence au marxisme militant rend tout à fait possible le regroupement au sein d'une même organisation des révolutionnaires, de celles et ceux qui veulent préparer l'affrontement avec le patronat et le gouvernement dans la perspective de la transformation révolutionnaire de la société. Ce regroupement serait par ailleurs un accélérateur des évolutions en cours, un encouragement pour de nombreux militants à rejoindre nos rangs.

Un parti internationaliste...

Aujourd'hui, la mondialisation a créé les conditions d'une renaissance d'un internationalisme qui ne pourra se développer que contre les garants de la propriété privée bourgeoise que sont les États nationaux et les frontières, et contre l'idéologie nationaliste ou souverainiste qui les justifient. Les frontières et l'idéologie qu'elles sous-tendent sont condamnées par le développement des techniques, les aspirations des peuples, et surtout de la jeunesse qui ne peut y voir que des freins à sa révolte et à sa soif de liberté.

L'internationalisme est l'expression de cette réalité sociale, la claire conscience qu'il n'existe qu'une seule classe ouvrière, solidaire par-delà les frontières et toutes les divisions, porteuse d'un même avenir pour l'humanité.

Il s'exprime concrètement dans la nécessité d'une nouvelle internationale dans la continuité de l'histoire du mouvement socialiste et communiste.

Christine Héraud, Daniel Minvielle, Laurent delage